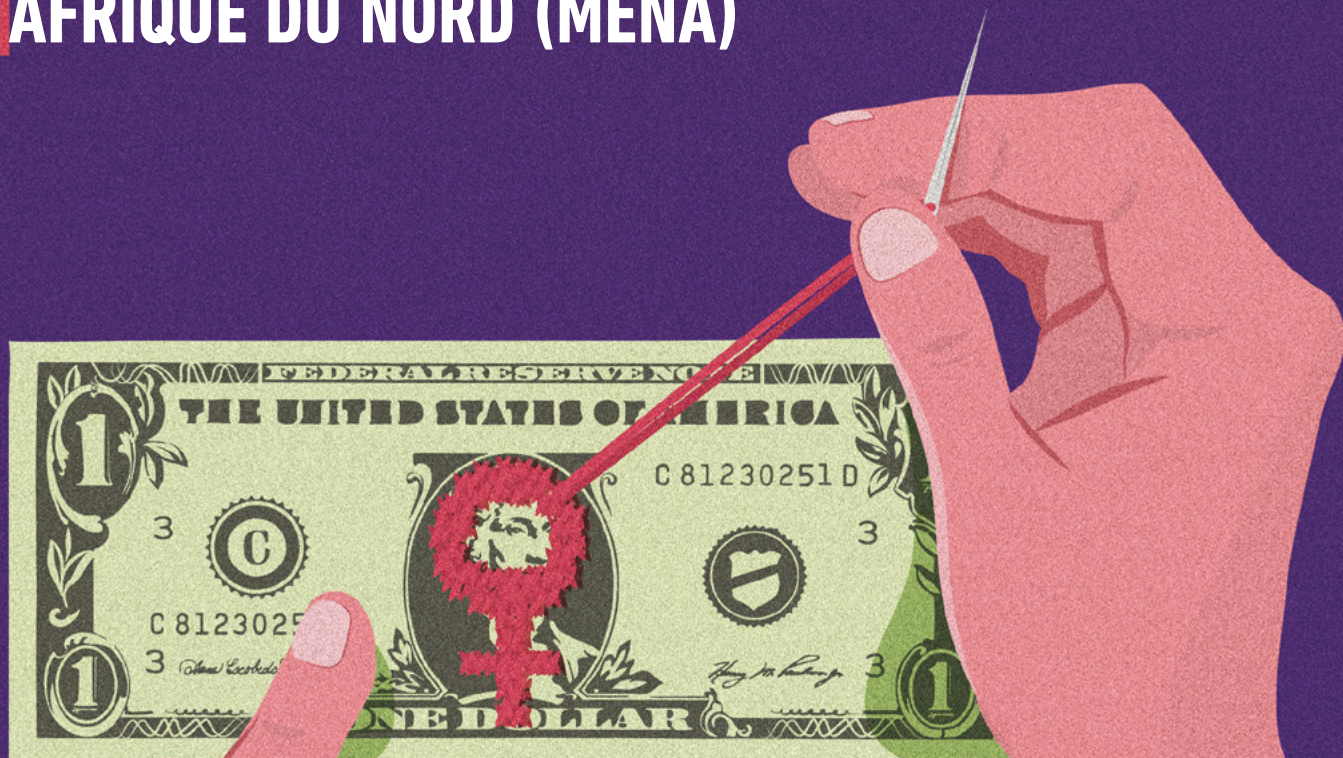


**CRITIQUE FÉMINISTE DU NÉOLIBÉRALISME  
DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET  
AFRIQUE DU NORD (MENA)**



**FRIEDRICH  
EBERT   
STIFTUNG**

**النسوية  
السياسية**  
POLITICAL FEMINISM

## À propos de l'auteur

Jennifer C Olmsted est professeure d'économie et Directrice des Etudes sur le Moyen-Orient et du Semestre d'Entrepreneuriat Social à l'Université Drew à Madison, dans l'état du New Jersey aux États-Unis. Ses recherches mettent l'accent sur des sujets liés au genre, à la mondialisation et l'économie des conflits armés.

Fondation Friedrich Ebert  
Boîte postale 11-6107, Riyad El Solh  
Beyrouth 1107-2210, Liban

Les opinions exprimées dans cette publication ne sont pas nécessairement celles de la Fondation Friedrich-Ebert.

Tous les droits sont réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être imprimée, reproduite ou utilisée sous n'importe quelle forme ou moyen que ce soit sans l'autorisation écrite préalable de l'éditeur.

Édition linguistique e : Carla Welch

Mise en page et composition : May Ghaibeh @fabrika.cc

Conception de la couverture : Amy Chiniara

2020

# TABLE DES MATIÈRES

<b>02</b>	<b>INTRODUCTION</b>
<b>04</b>	<b>EFFETS DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES SUR LES FEMMES DANS LA RÉGION</b>
<b>04</b>	1. Différences dans les types et le degré de défis liés au genre en fonction du niveau de développement économique
<b>06</b>	2. L'importance de la prise en compte de l'impact potentiel des politiques micro et macroéconomiques sur le genre
<b>08</b>	3. Le rôle des diverses formes de discrimination fondée sur le genre dans l'élaboration des résultats socioéconomiques
<b>10</b>	4. La nécessité d'une approche économique féministe intersectionnelle
<b>12</b>	5. Le travail non rémunéré et la division du travail fondée sur le genre
<b>12</b>	6. L'importance du pouvoir structurel et des normes historiques en matière de genre
<b>14</b>	<b>INSTITUTIONS LOCALES TRAVAILLANT À REMODELER LES RÉSULTATS ET LES NORMES EN MATIÈRE DE GENRE DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD (MENA)</b>
<b>17</b>	<b>CONCLUSION</b>
<b>20</b>	<b>BIBLIOGRAPHIE</b>

# INTRODUCTION

L'économie féministe est apparue pour la première fois au début des années 1900, en mettant l'accent sur la façon dont le genre a façonné la vulnérabilité dans le contexte de l'industrialisation à ses débuts. Des analystes comme Charlotte Perkins Gilman ont souligné qu'en raison de la division traditionnelle du travail selon laquelle les hommes étaient plus susceptibles de travailler dans un emploi rémunéré alors que les femmes étaient plus susceptibles de participer au travail non rémunéré dans le ménage, les femmes étaient plus vulnérables économiquement et elles étaient socialement isolées. Bien que cette division du travail soit spécifique à une classe (les femmes de la classe ouvrière n'avaient souvent pas le luxe de ne pas travailler) et fondée sur une dépendance mutuelle (certains appelaient cela le contrat patriarcal), la contribution du travail de soins non rémunéré au bien-être économique était moins reconnue et il était également plus facile à remplacer lorsqu'un ménage se dissolvait. Étant donné que les sociétés post-industrielles/axées sur l'argent étaient de plus en plus fondées sur le modèle masculin du soutien de famille, les femmes sans soutien masculin de famille (en raison de non-mariage, de la négligence, de l'abandon, du divorce ou du veuvage) étaient particulièrement vulnérables sur le plan économique. Ces questions sont toujours pertinentes, à la fois au niveau mondial et au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), car les taux de participation des femmes au marché de travail dans la région sont assez faibles, entraînant ainsi des taux élevés de dépendance sur des structures patriarcales. En outre, de nombreux pays de la région sont en train de passer d'une économie largement agricole à une économie plus industrielle/économie de services.

L'énorme corpus d'études féministes qui s'est développé au cours des cent dernières années, en particulier depuis la montée du néolibéralisme au début des années 1980, a exploré au moins six angles distincts : 1. L'importance de déterminer comment les types et le degré de défis liés au genre diffèrent en fonction du niveau de développement économique; 2. Pourquoi et comment une analyse micro et macroéconomique est nécessaire pour comprendre les diverses inégalités entre les genres ; 3. Le rôle que les diverses formes de discrimination fondée sur le genre ont joué dans l'élaboration des résultats socio-économiques ; 4. Le rôle que la division du travail fondée sur le genre a joué dans la formation des schémas de privation, avec un accent particulier sur les défis auxquels les femmes sont confrontées en raison de leur plus grande charge de travail non rémunéré ; 5. L'importance d'adopter une approche intersectionnelle

de l'analyse économique féministe, étant donné que la vulnérabilité des femmes et des filles peut varier considérablement en fonction des différentes caractéristiques (âge, état civil, orientation sexuelle, classe, race, lieu, handicap, etc.); et enfin 6. L'importance de se concentrer, non seulement sur les femmes lors de l'application d'une optique liée au genre, mais aussi sur le rôle que le pouvoir structurel et les normes historiques en matière de genre (en particulier la masculinité) ont joué dans l'élaboration des résultats fondés sur le genre. Chacun de ces angles a, à son tour, été examiné dans le contexte de la prévalence croissante du néolibéralisme, qui a réapparu dans les années 1980 en même temps que la crise de la dette.

La proposition principale du néolibéralisme est que les marchés libres sont préférables à l'intervention du gouvernement. La réalité est en fait plus complexe, puisque le néolibéralisme a tendance à défendre certaines formes de l'intervention gouvernementale (par exemple, la protection des droits de propriété et l'application des frontières nationales en matière de mobilité humaine), tout en préconisant moins de réglementations gouvernementales lorsqu'il s'agit de la protection du travail, de l'environnement, le commerce et les mouvements financiers de capitaux (en particulier ceux des entreprises transnationales à la recherche d'opportunités de réaliser plus de profits à l'étranger). Une série de politiques, liées à l'imposition par le Fonds Monétaire international (FMI) de Politiques d'Ajustement Structurel (PAS), ciblaient les pays du Sud avec des niveaux d'endettement élevés, dans le but de garantir que ces pays restructurent leurs économies pour faciliter le remboursement de leurs dettes. Finalement, le néolibéralisme s'est étendu bien au-delà des pays qui risquaient de ne pas rembourser leurs dettes. Avec le néolibéralisme qui s'étendait, l'accent a été mis davantage sur la croissance économique et le marché en tant qu'institution principale pour prendre des décisions socio-économiques. Ceci, à son tour, signifiait que moins de valeur était accordée à l'importance de l'État en tant que fournisseur à la fois de services et d'emplois. À partir de là, nous avons vu se développer une critique à la fois féministe et environnementale qui remet en question la dévalorisation continue des aspects non marchands de l'économie, en particulier ceux liés à l'exploitation du travail non rémunéré et des ressources naturelles. Bien que ce processus ait commencé il y a 50 ans, il se poursuit dans un certain nombre de pays, notamment dans les pays arabes ciblés pour la reconstruction et le développement (post-)conflit.

Les économistes féministes se sont basés sur plusieurs arguments pour critiquer le passage au néolibéralisme. Au fur et à mesure que les politiques commerciales et financières changeaient, les entreprises transnationales ont commencé à déplacer des capitaux vers des pays où les salaires sont moins élevés et bon nombre des travailleurs qu'elles ont embauchés étaient des femmes. Les conditions d'exploitation et la précarité du travail fourni par ces entreprises (qui ont souvent continué à rechercher des marges bénéficiaires plus élevées) ont été soulignées par les premières analyses féministes. Les féministes ont également écrit sur l'impact du rétrécissement du secteur public en matière de genre, en particulier la réduction des services gouvernementaux, sur les femmes et les filles, ainsi que sur les ménages en général. Les femmes et les filles étaient touchées à la fois en tant que bénéficiaires de services et en tant que travailleuses, car, dans certains pays, l'emploi des femmes dans le secteur formel était plus étroitement lié au secteur public que celui des hommes. Bien plus, les féministes ont pris un autre point de départ dans leur examination des PAS et c'était de mettre l'accent sur les charges de travail non rémunéré qui résultaient de l'augmentation des charges de travail rémunéré ainsi que de la réduction des services, qui se produisaient souvent en même temps. De manière plus abstraite, les féministes ont attiré l'attention sur l'accent particulier que le néolibéralisme met sur les résultats du marché, ce qui, selon eux, s'est fait au détriment des activités non marchandes. Cela a, à son tour, des conséquences importantes sur les relations entre les genres, étant donné la présence historique des femmes dans le secteur du travail non marchand.

Une grande partie des premières analyses de la mobilité des capitaux et du commerce s'est concentrée sur les expériences des travailleurs de l'industrie du vêtement en Asie du Sud et en Amérique latine et plus tard sur les travailleurs de la fabrication de technologies en Asie du Sud-Est (voir Beneria, Berik et Floro 2016, entre autres). De telles études ont illustré l'impact contradictoire de la croissance des industries manufacturières mondiales - d'une part, les nouveaux revenus générés par ce travail ont été soulignés comme un facteur qui a parfois contribué à autonomiser les femmes au sein du ménage et de leurs communautés locales. D'un autre côté, les bas salaires, les conditions de travail dangereuses et la volatilité du travail ont été indiqués comme contribuant à l'exploitation des femmes dans d'autres dimensions. Plus généralement, il y a eu des débats sur la question de savoir quand l'accès des femmes à un emploi rémunéré est autonomisant et sur les conséquences sociales

de l'attente accrue que, globalement, les femmes contribueront au travail rémunéré. En lien avec cela, les économistes féministes ont souligné les lacunes de l'utilisation du revenu national comme mesure du bien-être, en argumentant que les contributions des femmes, dont beaucoup restent non rémunérées, sont invisibles et sous-évaluées.

# EFFETS DES POLITIQUES NÉOLIBÉRALES SUR LES FEMMES DANS LA RÉGION

Le livre de Beneria offre un aperçu assez complet sur le sujet du genre et de la mondialisation néolibérale. Toutefois, un examen des exemples/études de cas inclus dans l'analyse révèle que presque aucun d'entre eux ne s'est concentré sur la région MENA. Cela s'explique en partie par le fait que moins de recherches ont été menées dans la région, mais aussi parce que l'expérience de mondialisation de la région a été unique dans son genre. Alors que certaines des conclusions d'ailleurs sont pertinentes au contexte de la région MENA, certains défis spécifiques auxquels la région est confrontée restent sous-étudiés en matière de genre. De plus, il est important de noter qu'il existe des variations considérables au sein de la région. Aux fins de cette étude, une vue d'ensemble de la totalité de la région sera fournie, en mettant autant que possible l'accent sur les pays arabes à revenu faible et moyen, notamment l'Algérie, l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Palestine, la Tunisie, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Malheureusement, la quantité de recherches menées sur l'intersection entre le genre et l'économie dans ces pays varie considérablement, ce qui, à son tour, entrave une discussion détaillée des défis spécifiques à chaque pays. La catégorisation des pays selon l'histoire du développement est donc utile, dans les cas où des études spécifiques au niveau des pays ne sont pas disponibles, pour identifier dans quelle mesure les expériences d'autres pays sont pertinentes.

La région MENA est unique dans son genre pour au moins deux raisons. La première est liée au fait que de nombreux pays souffrent de ce qu'on appelle désormais le « Syndrome Hollandais », un phénomène par lequel les marchés des changes sont déformés en raison d'importants afflux de devises étrangères (cela peut se produire soit en raison des exportations de ressources naturelles, comme le pétrole, ou en raison d'importants envois de fonds et/ou d'apports d'aide étrangère). Le « Syndrome Hollandais » rend les pays moins attractifs pour les capitaux internationaux. Cela signifie que de nombreux pays de la région MENA n'ont pas connu de grands afflux d'investissements étrangers directs, qui sont souvent liés à l'emploi dans des industries telles que le textile et l'habillement, où, dans le monde entier, un grand nombre de femmes ont tendance à être employées. La deuxième raison tient au fait que de nombreux pays ont été, ces dernières années, le champ de conflits armés. Cela a exacerbé la pauvreté dans certains contextes, et conduit à des déplacements massifs de diverses populations. D'autres pays de la région MENA ont accueilli la grande majorité de ces personnes déplacées. En outre, le « Syndrome Hollandais

» et les conflits sont interreliés dans le contexte de la région MENA, car des flux d'aide importants sont liés à l'instabilité politique dans la région. Cela ne signifie pas que le néolibéralisme n'a pas affecté ces pays, mais cela signifie que l'impact a été différent, pour diverses raisons. Malheureusement, peu d'analystes se sont concentrés sur les aspects en matière de genre de ces défis spécifiques liés à la région MENA. Dans un retour aux six défis spécifiques qui ont été mis en évidence par les économistes féministes, les circonstances spécifiques de la région MENA sont explorées ci-dessous.

Le Global Peace Index 2018 (Institut pour l'Économie et la Paix 2018) a classé le Moyen-Orient comme « la région la moins pacifique du monde ». Les six pays actuellement classés comme ayant les taux de conflit les plus élevés au monde sont l'Irak, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Parmi les autres pays, qui ont un mauvais classement en termes d'indice de paix, figurent Israël/la Palestine, le Liban et l'Égypte. Certains pays de la région, dont l'Irak, la Jordanie, le Liban et la Turquie, ont accueilli un grand nombre de réfugiés, ce qui a créé des défis exceptionnels. Bahreïn, le Maroc et l'Arabie Saoudite sont trois autres pays jugés moins pacifiques. Les dépenses militaires élevées par habitant constituent un autre défi dans la région, en sachant que quatre des dix premiers pays du monde se trouvent dans la région : l'Arabie Saoudite, Oman, Israël et Bahreïn. A savoir qu'un pays à revenu élevé n'exclut pas la présence d'un conflit, étant donné que le conflit armé a touché à la fois les pays à revenu moyen et faible de la région, bien que l'impact sur le développement humain dans les contextes les plus pauvres soit particulièrement dévastateur.

## 1. Différences dans les types et le degré de défis liés au genre en fonction du niveau de développement économique

Compte tenu des défis susmentionnés, toute analyse de la région MENA doit aussi s'attarder sur le fait des grandes différences qui existent au niveau du développement dans les pays de la région. Alors que le Yémen et le Soudan ont des niveaux de revenu par habitant très bas et restent très ruraux, à l'autre extrémité du spectre se trouvent les pays du Golfe, où

certaines des revenus par habitant sont les plus élevés au monde. En lien avec cela, le Yémen et le Soudan ont certains des écarts les plus importants en termes de taux d'alphabétisation des femmes et des hommes. Et plus généralement, ces deux pays font face à certains défis de développement de base qui peuvent avoir un impact différent sur les hommes et les femmes. Il s'agit notamment des taux élevés de mortalité maternelle et infantile, de la faim, ainsi que des difficultés liées à l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Dans les pays les plus riches, ces problèmes ont été en grande partie résolus. Étant donné ces différents niveaux de développement économique et de vulnérabilité, il est difficile de regrouper efficacement l'ensemble de la région. Les réductions des dépenses publiques, qui sont souvent justifiées par le néolibéralisme, ont donc des impacts très différents dans les pays à des niveaux de développement inférieurs, en partie à cause des différents degrés de vulnérabilité, en partie parce que les politiques elles-mêmes sont susceptibles de varier.

Avant de mener une analyse plus approfondie de l'impact du néolibéralisme sur différents pays, il est donc nécessaire de classer les pays de la région MENA en catégories. Ce processus est possible en examinant le niveau de développement économique, les principales formes de flux des devises étrangères (par exemple, la mesure dans laquelle le « Syndrome Hollandais » est un problème), et le degré de l'impact d'un conflit armé sur le pays. D'un côté du spectre du développement économique, nous trouvons les Emirats du Golfe, riches en pétrole et qui tirent la plupart de leurs devises étrangères de l'exportation du pétrole et de gaz naturel. Ces pays font face à des défis macroéconomiques exceptionnels liés à la fois, d'une part aux fluctuations des prix du pétrole et du gaz naturel, avec des périodes de baisse des revenus pétroliers menant à un certain degré de difficultés économiques, et d'autre part au fait qu'ils sont désavantagés quand il s'agit de leur capacité à être compétitifs dans le commerce international. Bien que ces pays aient vécu quelques conflits (notamment Bahreïn au cours des dernières années), leurs économies restent assez robustes. Bon nombre des questions pertinentes en matière de genre dans ces contextes impliquent l'introduction de meilleures politiques pour aider les femmes dans la transition de l'éducation au travail et pour soutenir les femmes entrepreneurs.

Il existe une deuxième catégorie de pays également riches en pétrole. Mais ces pays ont une plus grande population et font face donc à plus de défis économiques. Ce groupe comprend l'Algérie, l'Irak, la Libye, et dans une

moindre mesure, Oman et l'Arabie Saoudite. Bien que nos données soient assez suffisantes sur divers aspects économiques de la vie des femmes en Iran, et bien que nous ayons certaines données sur l'Irak et Oman, très peu a été publié sur l'engagement économique des femmes en Algérie, en Libye et en Arabie saoudite. Cela est en partie dû au contrôle strict des gouvernements sur les données existantes. En outre, la mesure dans laquelle leurs économies ont été perturbées par le conflit varie, mais le conflit en cours en Irak et en Libye, ainsi que l'éruption de protestations en Algérie et en Iran en 2019, sont révélateurs de l'instabilité politique à laquelle cet ensemble de pays est confronté. En même temps, ce sont les pays où les revenus pétroliers importants ont historiquement contribué à satisfaire les besoins fondamentaux de la majorité de la population (bien que cela s'applique moins à l'Irak en raison des sanctions et de la guerre), et où l'inégalité des revenus, la discrimination sur le marché du travail et les défis liés au genre sont des domaines de recherche importants.

Une troisième catégorie de pays comprend ceux qui ont eu une relation plus traditionnelle avec l'économie mondiale, et ont des secteurs industriels relativement grands qui ont souvent fourni des emplois aux femmes. Un certain nombre de pays à revenu moyen d'Afrique du Nord (la Tunisie, le Maroc et l'Égypte en particulier), ainsi que les deux pays non arabophones du Moyen-Orient, l'Irak (bien qu'il soit aussi un pays exportateur de pétrole) et la Turquie se trouvent dans cette catégorie. Ici, le conflit a également été un problème, à la fois en termes d'accueil de réfugiés (par exemple, la Turquie) et en termes d'agitation politique (l'Égypte et le Maroc). Dans les pays où l'emploi des femmes peu instruites a toujours été plus étroitement lié à la fabrication orientée vers l'exportation, comprendre comment l'évolution de la demande mondiale peut affecter la capacité des femmes à gagner un revenu est une question de recherche importante. Les différences liées au genre dans le contexte de la pauvreté sont une autre préoccupation importante, l'accent étant mis ici sur la façon dont la mortalité maternelle et infantile, la nutrition, ainsi que les écarts d'éducation entre les genres, sont les résultats de la pauvreté.

Un autre groupe de pays a été également historiquement classé dans la catégorie des pays à revenu moyen (bien qu'un nombre de ces pays soit passé dans une catégorie inférieure à cause des conflits). Ce groupe comprend la Jordanie, le Liban, la Palestine et la Syrie. Enfin, la Somalie, le Soudan et le Yémen sont parmi les pays à revenu faible et à aspect largement agricole et ont aussi

souffert de répercussions sévères en raison des conflits armés. Etant donné que le « Syndrome Hollandais » peut être déclenché par les revenus des ressources naturelles et les afflux d'aide étrangère à la fois, il est également nécessaire de souligner les pays de la région qui ont historiquement été particulièrement dépendants de l'aide, notamment la Jordanie, la Palestine, Israël, et l'Irak. Bien que les chiffres par habitant soient un peu inférieurs, l'Égypte, le Soudan, la Somalie et le Yémen sont aussi assez dépendants de l'aide. Enfin, le Liban et la Turquie ont de même récemment reçu d'importants afflux d'aide, en raison du grand nombre de réfugiés syriens entrant dans le pays. Dans les pays où les conflits armés sont récurrents, la pauvreté reste un défi énorme. Par conséquent, il est essentiel de se concentrer sur la satisfaction des besoins fondamentaux de la population.

Plus généralement, dans tous les contextes où les conflits armés ont été un défi continu et ont négativement influencé le fonctionnement macroéconomique, il est important d'analyser dans quelle mesure cela a des impacts liés au genre. Par exemple, dans un contexte où l'infrastructure a été détruite ou négligée, il est essentiel d'évaluer dans quelle mesure les conséquences de la détérioration des routes et des systèmes d'égouts sont différentes pour les femmes et les hommes.

Même au sein du plus petit sous-groupe de pays présentant un intérêt particulier, il existe des variations considérables. Le Maroc et la Tunisie sont les moins ravagés par des conflits, et ont traditionnellement des secteurs manufacturiers assez forts, ce qui les distingue des autres pays du groupe. La Jordanie et l'Algérie sont aussi assez stables, ont des niveaux de revenu un peu plus élevés par habitant, mais les deux souffrent du « Syndrome Hollandais » dans une certaine mesure et ont donc des secteurs manufacturiers/orientés vers l'exportation plus faibles. Les pays restants sont tous parmi les plus ravagés par des conflits au monde, mais peuvent être subdivisés par niveau de revenu par habitant, la Palestine, le Soudan et le Yémen étant des pays à faible revenu, tandis que l'Égypte, le Liban, la Libye et l'Irak ont des niveaux plus élevés de revenu par habitant, mais sont confrontés à des défis considérables en termes de stabilité politique. Les types d'économies représentés parmi les pays les plus touchés par les conflits varient également considérablement, ce qui a des implications pour les recommandations politiques qui sont susceptibles d'être les plus efficaces.

Outre la difficulté de classer les pays en catégories au sein de la région, un défi pertinent existe concernant la mesure dans laquelle il est possible de dessiner une image claire des questions de politique économique liées au genre dans chacun de ces pays. Cela varie considérablement d'un pays à l'autre. L'Égypte est probablement le pays le plus étudié du point de vue de l'économie en matière de genre. Les pays où l'analyse

la moins approfondie a été effectuée comprennent l'Algérie, l'Irak d'avant-conflit, la Libye et la Syrie, ainsi que des pays confrontés à de graves conflits tels que le Soudan et le Yémen. Le manque de données a été un problème majeur en ce qui concerne les pays les plus pauvres/les plus en proie aux conflits, mais le contrôle du gouvernement sur les données a également joué un rôle en limitant les recherches menées dans des pays comme la.

## 2. L'importance de la prise en compte de l'impact potentiel des politiques micro et macroéconomiques sur le genre

En termes de recherche portant sur les problèmes des politiques économiques, une sous-discipline complète a vu le jour au sein de l'économie féministe pour examiner les politiques macroéconomiques à travers le prisme de l'égalité des genres. Cela implique de poser des questions sur la manière dont les dépenses publiques, la fiscalité et même la politique monétaire peuvent avoir un impact différent en matière de genre (ainsi qu'en matière d'autres caractéristiques individuelles et collectives). De telles analyses sont essentielles pour comprendre le néolibéralisme, étant donné que l'un de ses principaux buts est de modifier les objectifs et le contenu des différentes composantes de la politique macroéconomique.

La stratégie macroéconomique de la région s'est distinguée de plusieurs autres de deux manières importantes. Tout d'abord, l'accent mis sur le maintien d'un vaste secteur public et ensuite, l'utilisation des subventions à la consommation pour lutter contre la pauvreté. Concernant le premier problème, de nombreux pays de la région MENA ont eu recours à l'emploi public pour réduire le chômage et pour inciter la population à investir dans l'éducation. Il est intéressant de noter que les femmes ont particulièrement bénéficié de l'accent mis sur un vaste secteur public, même s'il est peu probable que cela ait été l'objectif principal de telles politiques (Olmsted 2010). Quant au deuxième problème, de nombreux gouvernements ont introduit des subventions alimentaires et d'autres types de subventions pour les produits de base, afin de s'assurer que les ménages pauvres recevaient suffisamment d'apport calorique et pouvaient se permettre divers produits de première nécessité. Encore une fois, bien que l'Égypte soit probablement l'exemple le plus connu et le plus documenté à ce sujet, l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, la Tunisie et le Yémen avaient également mis en place des politiques similaires et ont

tous été contraints de réduire leurs programmes de subventions alimentaires dans le cadre des PAS dans les années 1990. Certains gouvernements (par exemple l'Égypte) ont repoussé les décrets du FMI, mais d'autres, comme le Yémen, l'un des pays les plus pauvres de la région, ont succombé aux pressions pour supprimer les subventions, malgré les preuves qu'elles constituaient un mécanisme efficace pour augmenter l'apport calorique. Certains analystes ont présenté des arguments selon lesquels les révoltes arabes avaient éclaté en partie à cause de la colère suscitée par la hausse des prix des denrées alimentaires. La Jordanie et la Syrie ont en fait rétabli certaines subventions alimentaires à l'époque et, alors que dans le cas jordanien, cela a pu contribuer à réduire les tensions, en Syrie, le changement de politique n'a clairement pas suffi à répondre aux besoins des manifestants.

En outre, de nombreux pays avaient mis en place des subventions aux combustibles fossiles, mais qui ont été également supprimées. Selon un article paru en 2014 dans *The Guardian* (IRIN), la réduction des subventions aux combustibles fossiles au Yémen a contribué à l'aggravation de la pauvreté. Le même article indiquait également que le programme d'aide en espèces ciblé que le Yémen a mis en place lorsqu'il a supprimé les subventions alimentaires ne fonctionnait pas efficacement car le gouvernement ne distribuait pas l'argent d'une façon régulière.

On a beaucoup écrit sur l'impact des PAS dans la région MENA par rapport à la taille du gouvernement, bien qu'une fois encore, une grande partie de cette analyse se soit concentrée sur l'Égypte. Lorsque l'Égypte a commencé à mettre en œuvre les PAS, la prédiction initiale était que, à mesure que la taille du gouvernement commençait à diminuer, les femmes subiraient des pertes d'emplois plus importantes. Cependant, une analyse ultérieure a suggéré qu'au lieu de licencier des travailleurs, le gouvernement a en fait gelé les salaires. Étant donné que l'inflation se produisait, cela signifiait que les salaires des fonctionnaires diminuaient au fil du temps. Les hommes étaient plus susceptibles de quitter le secteur public, tandis que les femmes conservaient leur emploi et étaient plus susceptibles de faire face à une baisse des salaires réels, ce qui a également contribué à un écart salarial croissant entre les genres (Said 2015). Bien que beaucoup moins ait été écrit sur la situation au Soudan, une microétude qualitative sur la privatisation (Khalfalla et Ahmed 2017) soutient que le processus a eu un impact négatif sur les femmes en particulier et qu'elles étaient plus susceptibles de perdre leur emploi au cours de ce processus. C'est le résultat d'une composante des réformes néolibérales qui implique la vente d'actifs publics à des investisseurs privés.

La budgétisation tenant compte des questions de genre est une méthode qui a émergé du sous-domaine

macroéconomique et a été appliquée dans certains contextes. L'approche consiste à évaluer la fiscalité et les dépenses publiques en fonction du genre, afin d'évaluer si, d'une part, les systèmes d'imposition sont neutres en matière de genre et si, d'autre part, les dépenses répondent aux besoins des hommes et des femmes de manière adéquate. L'un des objectifs de telles approches est de réduire les impacts négatifs du néolibéralisme en matière de genre en garantissant que les décideurs politiques prennent en compte les implications en matière de genre des diverses décisions budgétaires.

Il est nécessaire de suivre de telles approches pour disposer de données ventilées par genre, qui doivent être analysées conjointement avec des données budgétaires détaillées sur les dépenses. Une publication récente de Kolovich et Shibuya (2016) indique que l'Égypte, le Maroc et la Palestine ont effectué des travaux assez approfondis sur la budgétisation en matière de genre, et que d'autres pays (par exemple, Bahreïn et la Jordanie) ont également pris des mesures dans cette direction. L'article félicite le Maroc, en particulier, pour le progrès qu'il a accompli dans le domaine de la budgétisation en matière de genre et fournit une analyse des résultats de l'éducation qui montrent des améliorations ces dernières années. La budgétisation en matière de genre et un ensemble d'autres macroanalyses peuvent donner un aperçu des défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes en termes de vulnérabilité économique et d'accès à l'éducation et à l'emploi rémunéré.

Bien que l'analyse des politiques macroéconomiques soit importante pour évaluer l'égalité des genres dans son ensemble, la compréhension des impacts du néolibéralisme nécessite également une prise en compte des conditions et des politiques microéconomiques (celles liées à la réglementation du travail, les structures tarifaires pour les services de santé et d'éducation, ainsi que la structure du réseau de sécurité sociale). L'analyse microéconomique nécessite d'approfondir la question de savoir quels ménages sont les plus touchés par ces changements et quel impact ils ont sur les individus au sein de ces ménages. Plus généralement, les questions microéconomiques où le genre peut être décomposé incluent la prise de décision et le pouvoir des ménages, ainsi que la prise de décision des entreprises, en particulier en ce qui concerne le traitement des travailleurs et des consommateurs. Examiner à la fois le comportement des ménages et celui de l'entreprise est, bien entendu, essentiel pour comprendre les inégalités entre les genres. Les ménages sont le lieu où sont prises de nombreuses décisions économiques, qui affectent non seulement les maris et les femmes, mais aussi les enfants et les autres membres. Les entreprises sont le lieu où sont prises les décisions d'embauche et où les produits de consommation sont développés et vendus.

Toutes ces décisions individuelles façonnent l'inégalité entre les genres et, à leur tour, influencent les décisions politiques néolibérales. Malheureusement, dans certains pays, très peu de micro données sont disponibles et certains pays de la région ont également été réticents à communiquer un ensemble de micro données aux chercheurs, même si elles existent. Cependant, des progrès ont été réalisés ces dernières années avec l'aide du Forum de Recherche Economique, qui a rassemblé des données sur un certain nombre de pays arabes pour mener des recherches.

L'un des principaux axes de l'analyse féministe a été les facteurs qui renforcent le pouvoir des femmes dans la prise de décisions au sein des ménages. Ces études ont abordé des questions telles que l'impact des femmes ayant leur propre revenu. Une autre question fréquemment posée par les chercheurs est de savoir si les filles sont traitées différemment des garçons, en particulier lorsqu'il s'agit d'accéder à la nourriture, à l'éducation et aux soins de santé. À cet égard, une étude approfondie a examiné les différences dans la façon dont les hommes et les femmes dépensent leur revenu. Ce sont souvent les changements de politique néolibérale qui ont été le catalyseur d'une telle analyse. Lorsqu'un gouvernement arabe, par exemple, subit des pressions pour remplacer les subventions alimentaires universelles par des programmes d'assistance plus ciblés, en théorie, il devrait être possible d'examiner à la fois les implications macroéconomiques et de décomposer les effets au niveau des ménages et des individus, bien que cette démarche nécessite un ensemble de micro données détaillées qui ne sont parfois pas disponibles.

Certaines des premières études sur l'assistance accordée aux filets de sécurité alimentaire en dehors de la région MENA, par exemple, ont conduit à des changements dans la façon dont la nourriture et d'autres types d'assistance étaient fournis, dans le but d'améliorer les résultats pour les femmes et les filles. Par exemple, au lendemain des réformes néolibérales, le Mexique a ouvert la voie en concevant un programme d'aide aux familles visant à inciter les familles à garder leurs filles à l'école plus longtemps. Il est intéressant de noter que la Turquie a adopté une politique similaire de transferts monétaires conditionnels au début des années 2000, qui semble avoir eu un certain impact sur l'éducation des filles. Peu d'études, voire aucune, ont examiné l'impact possible en matière de genre de la suppression des subventions mondiales dans la région, bien que la théorie suggère que dans les cas où les ressources du ménage sont réduites, les femmes et les filles sont souvent plus touchées.

Deux autres axes importants en termes de ménages incluent la manière dont les actifs/la richesse influencent le pouvoir des femmes et la manière dont les charges de travail non rémunéré ont évolué au fil du temps.

Encore une fois, il était question de savoir si les réformes néolibérales ont eu un impact sur ces actifs en général. En particulier dans les sociétés qui restent principalement basées sur l'agriculture, les études mettent considérablement l'accent sur la façon dont les réformes néolibérales peuvent avoir réduit le contrôle des femmes sur la terre, ainsi que sur les ressources telles que l'eau. Comme indiqué dans une récente évaluation de la situation au Soudan, cela reste un grave problème (Khalfalla et Ahmed 2017). À la suite des critiques féministes du rôle potentiel de la politique dans l'augmentation des inégalités, l'accès aux actifs est désormais un sujet suivi par Les équipes des pays des Nations Unies (UNCT) dans le cadre du tableau de bord pour l'égalité des genres de l'UNCT.

### 3. Le rôle des diverses formes de discrimination fondée sur le genre dans l'élaboration des résultats socioéconomiques

L'étude de la discrimination fondée sur le genre a mis l'accent sur la discrimination avant et après le marché du travail à la fois, et elle s'est concentrée en particulier sur les contextes dans lesquels les filles et les femmes se voient refuser l'accès à des ressources telles que la nourriture, la chance d'aller à l'école (discrimination avant le marché), ainsi que le traitement inégal sur le marché du travail (par exemple, discrimination en matière d'emploi et de salaire, ségrégation professionnelle).

Une telle analyse implique généralement une approche à un niveau plus micro, et un domaine particulier où les féministes ont identifié des préjugés sexistes est lors de la cartographie de l'impact réel ou potentiel de divers changements de politique macroéconomique sur l'allocation des ressources au sein du ménage. Les études qui examinent directement la prise de décision des ménages ont tendance à être intensives en données et, à ma connaissance, n'ont pas été réalisées pour les pays arabes (des études similaires ont juste été menées pour la Turquie). Une étude qui adopte une approche moins directe en examinant les données sur la mortalité infantile (Alkema 2014) constate qu'à Bahreïn, en Égypte, en Iran et en Jordanie, les filles sont plus vulnérables, ce qui indique qu'il peut y avoir un préjugé sexiste en matière de l'allocation des ressources au sein du ménage. Il est intéressant de noter que les données des pays en proie à des conflits tels que le Liban, la Palestine et le Yémen n'ont pas indiqué d'écart entre les genres en termes de mortalité infantile. Les données concernant l'alphabétisation suggèrent également un traitement différencié des filles, bien que dans de

nombreux pays, l'écart en matière d'éducation soit déjà comblé ou en passe d'être comblé. Vu les divers changements politiques qui ont été mis en œuvre dans le contexte du néolibéralisme, il reste essentiel de savoir si les différents programmes d'éducation et d'aide à réduire la pauvreté déployés dans la région ont contribué à augmenter ou à combler les nombreux écarts entre les genres. Par exemple, les programmes ciblés ou universels sont-ils plus efficaces lorsqu'il s'agit de combler les écarts entre les genres ?

L'un des sujets les plus fréquemment étudiés en ce qui concerne la région MENA est le taux d'activité relativement faible des femmes observé dans la région, par rapport à d'autres parties du monde. Dans le contexte du néolibéralisme, la région MENA est, en fait, une observation aberrante (les taux d'emploi des femmes dans une grande partie du reste du monde ont augmenté à la suite des réformes néolibérales). Puisque la trajectoire MENA a été assez différente, certaines études se sont concentrées sur ce phénomène, et les auteurs explorant le rôle que les facteurs liés aux réalités macroéconomiques (par exemple, le Syndrome Hollandais) ainsi que les facteurs culturels ont pu jouer. Les taux de participation des femmes à la main-d'œuvre dans la région MENA varient selon les pays, les Émirats du Golfe ayant en moyenne des taux supérieurs à 50 %, l'Afrique du Nord ayant des taux compris entre 20 % et les taux les plus bas (inférieurs à 20 %) étant au Levant (à l'exception du Liban qui a un taux plus proche de celui des pays d'Afrique du Nord).

Un schéma assez courant dans toute la région est que les femmes ayant des niveaux d'éducation élevés ont des taux de participation à la main-d'œuvre considérablement plus élevés, bien que dans les zones rurales, les femmes moins instruites soient souvent très actives dans le secteur agricole. Cela a conduit à une distribution bimodale dans certains pays, où les femmes ayant un niveau d'éducation moyen sont les moins actives économiquement. L'état matrimonial est un autre prédicteur de l'emploi — les femmes quittent souvent le marché du travail une fois mariées. Une analyse récente de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) (Mansuy et Werquin 2015) a révélé que c'était le cas chez les jeunes femmes en Tunisie, par exemple. Encore une fois, il est important de noter que les politiques néolibérales qui réduisent le rôle de l'État en termes de prestation de services peuvent avoir été des facteurs contributifs dans les cas où les faibles taux de participation des femmes à la main-d'œuvre ont persisté. En même temps, l'inverse peut également se produire — avec des politiques néolibérales réduisant les filets de sécurité et augmentant le besoin des femmes de générer des revenus.

Les décisions au sein des ménages ne sont toutefois pas le seul facteur qui influe sur les résultats en matière

d'emploi. Les entreprises ont également un impact, qui doit être examiné afin de comprendre le rôle de la discrimination après le marché du travail dans la formation des expériences des femmes. Ces dernières peuvent souffrir de multiples types de discrimination dans le contexte de l'emploi — les employeurs peuvent être influencés en termes de qui ils choisissent d'embaucher, ce qui peut entraîner à la fois des taux de chômage plus élevés chez les femmes et également une ségrégation professionnelle (les hommes et les femmes étant concentrés dans différentes industries). En outre, les femmes peuvent être confrontées à une discrimination salariale. Bien que, dans le passé, certaines études mondiales aient été menées sur la ségrégation professionnelle et la discrimination salariale, il y a un manque d'études récentes au niveau des pays pour le monde Arabe. Une étude mondiale de l'OIT (2016) confirme que la ségrégation professionnelle ne s'est pas améliorée ces dernières années, et pourrait même s'aggraver. Il y a une forte concentration de femmes dans l'agriculture dans les pays les plus pauvres, et dans les secteurs de la santé et de l'éducation dans les pays plus développés. Ce schéma général est clairement visible dans la région MENA. En outre, les femmes de la région qui sont employées dans le secteur formel ont tendance à être particulièrement concentrées dans le secteur public. Par exemple, avant la crise en Syrie, les secteurs de l'agriculture et de l'éducation étaient les deux principaux employeurs de femmes, suivis par le gouvernement/la fonction publique (Lockhart, Barker et Alhajahmad 2018). Des tendances similaires sont également visibles dans d'autres pays, bien qu'en Afrique du Nord, le secteur manufacturier emploie davantage de femmes.

L'étude de l'OIT de 2016 indique également que les écarts de salaires persistent à l'échelle mondiale. El-Hamidi et Said (2014) ont examiné les données de l'Égypte et ont constaté que la ségrégation professionnelle s'était aggravée entre 2000 et 2004. Ils ont également trouvé des preuves d'un écart salarial qui, selon eux, est dû à la fois à la discrimination et à la ségrégation professionnelle. Une étude menée par l'OIT en Jordanie et publiée dans Al-Raida (2011/2012) suggère que l'écart salarial moyen est d'environ huit pour cent, mais dans certains secteurs, il atteint 33 pour cent. Alors que l'écart salarial moyen est plus faible en Jordanie que dans de nombreux autres pays de niveaux de développement comparables ou supérieurs, l'OIT note que cela peut être dû, en partie, aux faibles taux de participation au marché du travail chez les femmes moins instruites.

Alors que le néolibéralisme a généralement signifié que les pays sont plus intégrés dans l'économie mondiale (par le biais des marchés commerciaux et financiers), une autre caractéristique distinctive de la région MENA est le nombre élevé de pays qui subissent des sanctions. Olmsted (2007 et 2011) a soutenu que l'imposition de

sanctions étendues sur la région a joué un rôle dans la suppression de l'emploi des femmes en Irak, en Iran et en Palestine. D'une part, cela peut être considéré comme l'antithèse de la mondialisation. D'un autre côté, ce phénomène peut être considéré comme une extension du néolibéralisme, car, avec une interdépendance mondiale accrue, il existe également une capacité accrue de punir les pays en les excluant du marché de commerce et des autres échanges économiques mondiaux..

#### 4. La nécessité d'une approche économique féministe intersectionnelle

Bien qu'il soit important de reconnaître les différentes composantes de l'intersectionnalité (par exemple, genre, race, âge, classe, lieu, identité sexuelle, handicap), une recherche plus poussée a été menée sur certains de ses aspects de l'identité plus que sur d'autres. Puisque la région Arabe a connu une explosion massive de la jeunesse, l'âge est une composante à travers laquelle de nombreuses analyses ont été effectuées. Quand il s'agit du chômage, alors que les réformes néolibérales se sont intensifiées dans le monde Arabe, les jeunes hommes et femmes ont été touchés. Cependant, la théorie et les preuves empiriques disponibles suggèrent que les jeunes femmes peuvent être confrontées, plus que les jeunes hommes, à des défis encore plus grands lorsqu'il s'agit de surmonter le chômage.

Il existe également des preuves que le degré auquel les femmes sont soumises à la discrimination salariale peut varier considérablement en fonction de leur niveau d'éducation, de leur profession, etc. Il est intéressant de noter qu'en Jordanie, il y a moins de preuves de discrimination salariale dans les professions peu qualifiées, mais en même temps, les femmes sont plus concentrées dans les secteurs les plus qualifiés. Une autre conclusion stimulante de l'étude de l'OIT d'Al-Raida 2011/2012 est que les secteurs féminisés en Jordanie ne sont pas nécessairement des secteurs à bas salaires (parce que les femmes plus instruites ont des taux plus élevés de participation au marché du travail), mais les femmes dans les secteurs féminisés (par exemple, éducation et soins de santé/travail social) gagnent moins que leurs homologues masculins. Les femmes gagnent en général plus dans le secteur public, ce qui explique en partie pourquoi elles préfèrent ce secteur.

Un domaine où la classe a un impact est le type de travail que les femmes peuvent obtenir. Des recherches en Égypte (Kabeer 2011) et en Iran (Bahramitash et Olmsted 2014) expliquent cet aspect. L'étude de Kabeer a révélé qu'en Égypte, seul le travail formel à l'extérieur

du foyer était valorisant. Le travail du secteur informel, qu'il soit effectué à la maison ou dans la sphère publique, a eu moins d'impact sur diverses mesures d'autonomisation. Les données suggèrent également que les femmes travaillant dans le secteur informel à l'extérieur de la maison étaient susceptibles d'avoir moins de problèmes de santé mentale comparé aux femmes qui ne travaillaient pas, tandis que le travail à domicile dans le secteur informel était lié à une plus faible confiance en soi chez les femmes par rapport aux femmes non actives. Bahramitash et Olmsted (2014) ont constaté que chez les femmes à faible revenu, certains types de travail étaient considérés comme indésirables et dégradants, bien que ce ne soit pas le cas partout et semble être lié à l'âge. Certaines femmes plus jeunes, par exemple, ont trouvé le travail dans la vente dans le secteur informel moins dévalorisant que les femmes plus âgées. Plus généralement, certains analystes féministes ont souligné que le travail d'exploitation faiblement rémunéré n'autonomise souvent pas les femmes. Si le néolibéralisme est lié à des réductions de l'emploi dans le secteur formel (ce qui peut être le cas si le secteur public est considérablement réduit), cela peut être inquiétant. Étant donné qu'il n'est peut-être pas possible de retourner dans les grands secteurs publics, il est particulièrement important de s'assurer que les secteurs privés embauchant des femmes moins instruites offrent des emplois décents.

D'une manière plus générale, la classe est un aspect important de l'identité, en particulier vu l'accent que met le néolibéralisme sur l'entrepreneuriat comme solution à la pauvreté, qui a été poursuivi en parallèle avec une grande poussée pour étendre le crédit aux communautés pauvres. Il existe une recherche massive et plutôt critique sur le microcrédit, qui comprend également de plus en plus d'études sur d'autres types de crédit et les liens en matière de genre et d'entrepreneuriat. En termes d'efficacité du microcrédit, il y a eu plus de recherches menées sur la Turquie que sur le reste de la région MENA, bien qu'il existe des études en Jordanie, au Liban et en Palestine. Alors que certaines études constatent que la microfinance aide à réduire la pauvreté au niveau des ménages, les preuves de son impact sur la pauvreté au niveau macro sont négligeables. En outre, de nombreuses préoccupations ont été soulevées concernant la réglementation du secteur (les taux d'intérêt appliqués sont souvent assez élevés) et la mesure dans laquelle ces programmes ciblent adéquatement les femmes. Il est également important de penser à la question éthique de manière plus globale pour savoir si les femmes pauvres devraient être censées absorber les risques considérables liés à l'entrepreneuriat. Le travail indépendant peut renforcer l'autonomie des femmes qui ne sont pas déjà confrontées à des risques considérables, mais peut représenter une augmentation de la précarité pour les autres. En fait, des entretiens avec un important fournisseur de microcrédit

aux femmes au Liban ont indiqué que leurs clients sont rarement les plus vulnérables.

Une étude récente de l'ONUDI (2019), mise en œuvre par le Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche (CAWTAR), a interrogé les femmes chefs d'entreprise dans certains pays Arabes et a constaté que les taux d'entrepreneuriat chez les femmes arabes restent assez faibles. Les femmes entrepreneures interrogées ont souligné que le manque de financement est le principal obstacle auquel elles sont confrontées, suggérant que les divers programmes qui prétendent aider les femmes entrepreneures de la région doivent trouver un meilleur moyen pour atteindre leur public cible. Le manque d'expérience et de contacts ont également été cités comme des défis majeurs, d'où la nécessité d'un soutien accru dans la constitution de réseaux pour les femmes entrepreneures de la région. Enfin, et c'est peut-être le plus important, certaines personnes interrogées, en particulier au Liban et en Jordanie, ont indiqué que les revenus qu'elles tiraient de l'activité entrepreneuriale n'étaient pas suffisants et qu'elles devaient compter sur d'autres sources de revenus. C'est un autre indicateur que le travail indépendant n'est pas une panacée pour les femmes.

Dans la même optique, il y a eu, au cours des dernières années, un intérêt à se concentrer sur l'impact macroéconomique possible des femmes entrepreneurs en tant que créatrices d'emplois, la Banque mondiale (2008) faisant valoir que les femmes entrepreneurs sont plus susceptibles d'investir dans des secteurs qui embauchent plus de femmes et peuvent contribuer donc à accroître la participation des femmes au marché du travail. L'étude de l'ONUDI suggère également que les femmes entrepreneurs, en moyenne, préfèrent embaucher d'autres femmes, bien que l'impact global de la poursuite de cette stratégie macroéconomique générale ne soit pas clair et que les implications en matière de classe de l'impact du soutien aux femmes entrepreneurs prospères ne soient pas évidentes.

La vulnérabilité particulière des mères célibataires est également d'une importance capitale. Il est intéressant de noter que les taux de ménages dirigés par une femme sont restés relativement faibles par rapport à d'autres parties du monde, bien que les taux varient considérablement selon l'âge, le pays, la présence d'un conflit armé et d'autres facteurs. Il existe également des preuves que les taux de divorce augmentent dans la région. Les efforts pour suivre les taux de femmes dirigeantes sont sporadiques, bien que la Banque Mondiale (sd) tente de fournir ces informations. Le rôle que diverses politiques néolibérales ont pu jouer dans la reconstitution de la structure des ménages n'est pas clair non plus. Une conclusion plutôt surprenante qui a émergé de certaines études est que, dans la plupart des pays Arabes, la différence de taux de

participation des femmes sur le marché du travail avec des partenaires masculins et celles sans partenaire n'est pas particulièrement importante. Cela suggère que le modèle masculin du gagne-pain continue de prévaloir même en l'absence d'un ménage biparental, et que les ménages dirigés par une femme dépendent souvent de sources de revenus extérieures, ce qui peut, à son tour, augmenter leur vulnérabilité. Il convient également de noter que l'âge moyen d'une femme au premier mariage varie considérablement à travers la région mais a, dans l'ensemble, augmenté. En Égypte, en Palestine, au Soudan et au Yémen, la moyenne reste faible (autour de 22 ou 23 ans) mais dans certains pays d'Afrique du Nord et du Golfe, le nombre a considérablement augmenté, l'Algérie, le Liban et la Tunisie faisant état d'un âge moyen au premier mariage entre 28 et 29 ans. Cependant, il n'est pas clair comment ce changement est lié aux modèles d'emploi des femmes et à leur vulnérabilité économique.

De nombreux autres problèmes intersectionnels méritent une examination plus approfondie (par exemple, le handicap, la race, l'orientation sexuelle), mais étant donné les conflits armés récents dans la région, il convient d'explorer plus si les contextes de conflit augmentent les défis macroéconomiques spécifiques. Les conflits armés augmentent incontestablement les taux de femmes dirigeantes, dans un contexte où l'accès des femmes à l'emploi rémunéré est particulièrement difficile. Il est également étonnant de constater que, dans le cas de la crise syrienne, le plan d'intervention a mis l'accent sur la garantie que les femmes sont engagées dans un emploi rémunéré et pourtant, le succès à cet égard a été limité. L'étude de Lockhart, Barker et Alhajahmad (2018) a suggéré que le taux de participation au marché du travail des réfugiées syriennes est passé de 19 à 30 % après leur arrivée en Jordanie, indiquant un changement d'attitude à l'égard de l'emploi rémunéré. En même temps, un grand nombre de ces femmes cherchent du travail plutôt que de travailler activement. D'autres questions importantes nécessitant une analyse plus approfondie incluent l'impact en matière de genre sur les Syriens et autres réfugiés sur les marchés du travail locaux. D'une part, il se peut que les Syriennes occupent des emplois que d'autres femmes ne veulent pas et qu'il y ait donc peu de concurrence entre les populations locales et les réfugiés, mais, d'autre part, il se peut que l'afflux de réfugiés déprime davantage les opportunités économiques pour les femmes les plus vulnérables.

## 5. Le travail non rémunéré et la division du travail fondée sur le genre

Les économistes féministes ont fait valoir que les enquêtes sur les budgets-temps sont essentielles pour comprendre la division du travail fondée sur le genre, en particulier compte tenu du fait que les femmes peuvent être particulièrement vulnérables à ce que l'on appelle désormais le double (et même le triple) fardeau. Cela décrit l'idée selon laquelle les femmes et les filles qui entrent dans un emploi rémunéré devraient continuer à supporter également une lourde charge de travail non rémunéré. Une autre préoccupation relative est que la lourde charge de travail non rémunéré des filles et des femmes peut les empêcher de participer à d'autres activités (par exemple, les soins personnels, l'éducation, l'emploi rémunéré et la participation politique). Les pays de la région MENA qui ont collecté des données sur les budgets-temps jusqu'à présent sont l'Algérie, l'Iran, l'Irak, le Maroc, Oman, les Territoires palestiniens, le Qatar, la Tunisie et la Turquie. Malheureusement, certains des premiers ensembles de données collectées sur les budgets-temps ne comportaient pas de questions détaillées sur d'autres aspects socio-économiques, ou étaient limitées en termes de personnes échantillonnées, effectuant une analyse approfondie des liens entre les budgets-temps, l'emploi des femmes et d'autres facteurs difficiles. Par exemple, les données du Maroc ont interrogé les femmes mais pas les hommes, donc aucune comparaison n'a pu être faite entre les deux groupes.

En l'absence d'analyses rigoureuses en matière d'enquêtes sur les budgets-temps, on déduit des études effectuées que, comme les taux de participation au marché du travail dans la région MENA sont plus bas qu'ailleurs, le double fardeau est moins susceptible d'être un problème. Musawah (2018 : 38) utilise les données de l'ONU pour examiner l'utilisation moyenne des budgets-temps par genre dans certains pays de la région MENA. Le travail non rémunéré des hommes se situe, en moyenne, entre une et deux heures par semaine, les niveaux les plus élevés de travail non rémunéré pour les hommes étant observés à Oman. En moyenne, les hommes effectuent entre quatre et six heures de travail rémunéré, ce qui fait que leur charge de travail totale est de six ou sept heures. Les femmes effectuent en moyenne la même quantité de travail total, mais leur charge de travail non rémunéré varie de cinq à six heures, tandis que leur charge rémunérée est considérablement plus faible, allant d'une à deux heures. Cependant, de telles constatations masquent le fait que les femmes occupant un emploi rémunéré travaillent généralement un nombre total d'heures considérablement plus élevé, surtout si elles ont des

enfants et ne peuvent se permettre de payer quelqu'un pour aider aux travaux ménagers.

La mesure dans laquelle la charge de travail non rémunéré peut expliquer les faibles taux de participation des femmes au marché du travail dans la région n'est pas claire, bien qu'El Awady (2018) affirme que de meilleures politiques de congé parental constitueraient une étape vers l'amélioration du soutien aux femmes qui travaillent. Elle identifie l'Algérie, la Mauritanie et le Maroc comme étant trois pays Arabes qui satisfont à la norme de l'OIT avec au moins 14 semaines de congé de maternité. Alors qu'un certain nombre d'autres pays imposent au moins des congés payés (7 à 9 semaines à Bahreïn, en Irak, à Oman et au Yémen), même dans les pays où ce congé est obligatoire, étant donné que de nombreuses femmes travaillent dans le secteur informel, il n'est pas clair combien d'entre elles sont en mesure de tirer parti des réglementations existantes.

Outre la question du congé de maternité, la disponibilité des services de garde d'enfants a été signalée comme un obstacle possible à l'emploi des femmes dans des pays comme la Jordanie (Better Work 2016). Des analyses cartographiques des ressources disponibles et la qualité de ces installations émergent également de la région (Faour et al 2006). Plus récemment, la Queen Nour Foundation (2015) a cartographié les établissements de la petite enfance en Jordanie. L'une des recommandations du rapport de l'Arab Resource Collective de Faour et al est que ceux qui travaillent dans le développement de la petite enfance ont besoin d'une formation plus approfondie. De tels programmes pourraient être particulièrement utiles pour relever le défi de l'emploi des femmes. Non seulement la mise à disposition de services de garde d'enfants supplémentaires créerait des emplois (pour les femmes), mais cette étape pourrait également potentiellement contribuer à augmenter les taux globaux de participation au marché du travail, si des services de garde d'enfants abordables et de qualité sont un facteur limitant. Cependant, il est important que de tels programmes soient subventionnés, afin de garantir que des services de garde d'enfants abordables et de haute qualité soient disponibles pour les parents et également que les travailleurs dans ces services reçoivent un salaire décent.

## 6. L'importance du pouvoir structurel et des normes historiques en matière de genre

Les travaux théoriques sur les facteurs structurels contribuant aux normes en matière de genre dans la région se sont multipliés, et les chercheurs examinent

de plus en plus l'impact potentiel de la masculinité sur la vulnérabilité des femmes. Toutefois, l'accent n'est pas fréquemment mis sur le secteur économique en soi, mais plutôt sur les attitudes envers la violence. Certaines enquêtes demandent aux personnes interrogées d'exposer leurs attitudes envers l'éducation des filles et/ou les femmes travailleuses et quelques études ont examiné comment le revenu généré par les femmes influence leur capacité à prendre des décisions au sein du ménage. Cependant, il est intéressant de noter que des études concrètes n'ont pas montré que les attitudes des membres de la famille sont un facteur majeur pour prédire la participation des femmes dans la main-d'œuvre, ce qui suggère que d'autres facteurs structurels sont plus importants. En même temps, les femmes admettent que la pression familiale et la pression sociale sont, à la fois, des facteurs freinant leur accès à un emploi rémunéré. Les normes intériorisées façonnent également les attitudes des employeurs et contribuent à la ségrégation professionnelle. D'une manière plus générale, il est important d'examiner les macro-facteurs qui influencent la tendance du secteur économique à réduire les opportunités des femmes. Étant donné la position de la région dans l'économie mondiale, les facteurs internes et externes, à la fois, jouent un rôle ici. Les conflits armés et leur impact sur le bien-être économique des femmes et sur le tissu social en général, sont également des éléments liés au pouvoir structurel local et mondial. Par exemple, l'impact négatif des sanctions sur de nombreuses économies de la région montre un facteur structurel important imposé à la région de l'extérieur.



## INSTITUTIONS LOCALES TRAVAILLANT À REMODELER LES RÉSULTATS ET LES NORMES EN MATIÈRE DE GENRE DANS LA RÉGION MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD (MENA)

Lors de l'examen des différentes manières dont la vulnérabilité économique intervient en matière de genre dans le contexte de la région, il est important de prendre en considération la pertinence des institutions locales qui s'efforcent de traiter à la fois les conditions matérielles auxquelles les femmes sont confrontées et les facteurs structurels qui façonnent ces conditions matérielles. Étant donné que cet article couvre l'ensemble de la région, il est difficile de faire des déclarations générales sur les groupes locaux de femmes. Cependant, il y a encore quelques points qui méritent d'être soulignés. Premièrement, les critiques des ONG du statu quo ne se sont généralement pas concentrées sur les conséquences économiques du néolibéralisme sur les femmes et les relations entre les genres. Bien qu'un nombre croissant d'organisations de défense des droits des femmes se trouvent dans la région, elles ont tendance à se concentrer sur les droits politiques et sociaux plutôt que sur les droits économiques. À titre d'exemple, l'Initiative Féministe EuroMed fournit d'excellents conseils lorsqu'il s'agit de développer des institutions politiques féministes et de veiller à ce que les femmes soient intégrées dans les structures de gouvernance, mais elle ne s'attaque pas aux sujets des droits de la femme au travail/du soutien aux femmes dans un emploi rémunéré.

Certaines organisations, qui ont mis l'accent sur les défis économiques en matière de genre, incluent Sadaqa en Jordanie, qui s'efforce de créer « un environnement de travail plus convivial pour les femmes employées », en se concentrant également sur les garderies. Sadaqa collabore avec l'organisation transnationale Voix Vitales (Vital Voices) et avec le Centre Al Hayat pour le Développement de la Société Civile qui est une organisation jordanienne axée sur la jeunesse. Al Ahel est une autre organisation basée en Jordanie qui se consacre à la fois aux droits des femmes et des travailleurs. Bien que basée en Jordanie, l'organisation travaille en Jordanie, mais également en Palestine, en Syrie et au Liban. L'un de leurs projets se concentre sur l'autonomisation des enseignantes en Jordanie, par exemple. En Égypte, les femmes et le travail font partie des priorités de la Fondation de la Nouvelle Femme (New Woman Foundation), qui a actuellement un projet axé sur la lutte contre la violence et le harcèlement sur le lieu de travail.

La Ligue des Travailleuses (Working Women League) se concentre sur la modification de la législation discriminatoire au Liban. Elle travaille en partenariat avec la Commission Nationale des Femmes Libanaises (National Commission for Lebanese Women), une ONG organisée par le gouvernement, et dont le directeur est nommé par le Président Libanais. Cette relation est susceptible de limiter la critique de l'organisation des politiques orientées vers le marché libre. Une approche considérablement plus radicale est adoptée par Nasawiya, une organisation féministe qui s'attaque à des problèmes allant des droits sexuels et de la voix politique à la justice économique en se concentrant sur les droits des immigrés, et en particulier des femmes travaillant dans le secteur des soins.

L'Union Nationale des Femmes Tunisiennes (UNFT) a été fondée dans les années 1950 et elle lutte contre les divers aspects de l'inégalité entre les genres, notamment les droits économiques des femmes, leur participation aux affaires et au marché du travail. Des organisations de soutien aux femmes dans les affaires ont également vu le jour dans d'autres parties du monde. On y trouve Al Majmoua (Liban), la Ligue Libanaise des Femmes dans les Affaires et l'Association Libanaise pour le Développement, Le Forum des Femmes d'Affaires Palestiniennes, l'Association pour le Progrès et le Développement Total des Femmes en Égypte, Les Femmes d'Affaires et Professionnelles d'Amman en Jordanie, l'Association des Femmes Chefs d'entreprises du Maroc (Maroc), et Femmes et Leadership en Tunisie.

Un autre type d'organisation qui a vu le jour dans la région met l'accent sur le soutien aux femmes travaillant dans des secteurs particuliers. Citons l'organisation Des Femmes Arabes en Informatique (Arab Women in Computing/ARABWIC), dont les membres travaillent dans divers pays Arabes ou sont en provenance de ces pays. Cette organisation cherche à fournir des opportunités de réseautage et de croissance aux femmes dans les domaines technologiques. Bien que de tels développements soient des signes d'autonomisation accrue des femmes, ainsi que de soutien aux femmes de plusieurs manières, et que ces types d'organisations professionnelles comptent sans aucun doute un certain nombre de membres féministes, leur programmation ne donne pas nécessairement et explicitement la priorité aux questions féministes.

CAWTAR, qu'on avait susmentionnée comme une organisation qui a mené des recherches récentes sur les femmes entrepreneurs, est parmi les organisations les plus axées sur les recherches dans la région et elle a son siège en Tunisie. En plus de mener des recherches telles que l'étude de l'ONUDI déjà exposée, CAWTAR a développé des outils de formation sur l'autonomisation, l'intégration du genre, le travail indépendant et, plus particulièrement, sur le genre, la pauvreté et l'emploi.

L'Institut de l'Asie de l'Ouest Afrique du Nord (West Asia North Africa Institute/ WANA) en Jordanie travaille dans trois domaines : la sécurité humaine, le développement durable et la justice sociale. Sous leur parapluie de justice sociale, l'institut mène un projet qui aborde la participation économique des femmes et des personnes handicapées. Il a également mené de nombreuses recherches axées sur l'impact de la crise syrienne sur le marché du travail jordanien qui incluent une dimension portant sur le genre.

Musawah est un exemple d'un réseau féministe transnational qui, à l'origine, mettait l'accent sur les droits politiques et sociaux, mais qui a décidé, au cours des dernières années, d'examiner de plus près les liens entre la religion et les droits économiques. Leur rapport intitulé Qui Fournit ? Qui Prend Soins ? La Modification de la Dynamique au Sein des Familles Musulmanes (2018) plaide en faveur de réformes du droit musulman de la famille en mettant particulièrement l'accent sur comment et pourquoi les conditions socio-économiques actuelles (par exemple, chômage des hommes, participation plus élevée des femmes au marché du travail, mariage plus tardif, etc.) nécessitent ces changements. Musawah a également un projet qui examine le « suivi des développements positifs » dans les lois musulmanes de la famille, y compris les lois sur l'héritage et le divorce. Ce projet examine également les droits de propriété en général.

Les universités sont, bien sûr, un autre groupe d'institutions où l'intersection entre le genre et l'économie a été mise au premier plan. Le nombre d'unités en matière de genre dans les universités a proliféré ces dernières années. Un récent exercice de cartographie mené par ONU Femmes fournit des informations sur les programmes de maîtrise, une portée plus étroite que les études en matière de genre plus généralement, mais néanmoins informative. La région du Levant est particulièrement bien représentée avec deux programmes de maîtrise proposés au Liban, un en Jordanie et un en Palestine. D'autres programmes

existent au Yémen, en Égypte, au Soudan et aux Émirats Arabes Unis. Bien qu'avec une gamme de cours moins complète, des programmes d'études en matière de genre existent également dans d'autres universités. Une grande partie de l'objectif des programmes existants est cependant d'acquérir une compréhension de base de la théorie du genre, et l'accent concret a tendance à être soit le genre et la littérature et/ou les droits politiques et les normes sociales. Il est important de noter que la région manque généralement de personnel enseignant ayant une expertise en matière de genre (Golley 2015), et en particulier, très peu d'analyses économiques et d'orientations curriculaires en matière de genre ont émergé des programmes existants. Il y a quelques années, le PNUD a commencé à travailler à l'établissement d'un programme régional de maîtrise axé sur le genre et l'économie, similaire au programme de l'Université de Makerere, mais il semble que les efforts se sont arrêtés.

Il existe une université qui a une tradition particulièrement forte de mener des recherches en matière de genre et d'économie, c'est l'Université de Birzeit en Palestine. Birzeit compte un certain nombre de membres féministes du corps professoral, dont un chercheur féministe titulaire d'un doctorat en économie. Au fil des ans, des groupes de facultés interdisciplinaires avec une expertise en études sur le genre ont également rédigé des rapports qui incluent une analyse de l'économie et du genre. L'Université Libanaise Américaine (LAU) a également mené de nombreuses recherches en matière de genre, mais avec un peu moins d'accent sur l'économie. La longévité du programme de la LAU mérite cependant une mention. Avec l'Institut Arabe pour les Femmes, qui publie la revue Al-Raida, la LAU est active dans la région depuis plus de 40 ans.

L'Université Américaine de Beyrouth (AUB) est arrivée un peu plus tard dans le domaine des études sur le genre, mais en 2016 elle a lancé une initiative mettant l'accent explicitement sur les études en matière de femmes et de genre. En outre, les membres de la Faculté de Commerce de l'AUB ont commencé à s'attaquer à certains problèmes liés au genre. Plus récemment, par exemple, ils ont lancé le Projet d'Index Kip (Kip Index Project) (sd) pour combler les lacunes dans les données liées aux contributions et aux défis économiques des femmes dans la région. D'autres universités proposant des programmes sur le genre incluent Al Akhawayan au Maroc, qui abrite le Centre Hillary Clinton pour l'autonomisation des femmes, et l'Université Américaine

de Sharjah, qui a récemment commencé une mineure universitaire en études sur le genre.

Revenons à la question de savoir pourquoi une optique féministe en général et le genre et les droits économiques en particulier n'ont pas occupé une place particulière dans le travail de l'ensemble des ONG dans la région et/ou dans la recherche universitaire. Selon certains universitaires, un facteur contributif possible est que la dépendance à l'aide dans plusieurs pays a conduit à ce que les priorités des donateurs imposées de l'extérieur prennent le pas dans le domaine des ONG (Arenfeldt et Golley 2012). Ces auteurs citent l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Palestine et le Yémen comme étant particulièrement sujets à ce problème. Deux chercheurs palestiniens, Jad (2007) et Kuttub (dans Arenfeldt et Golley 2012) se sont particulièrement prononcés sur ce défi. Dans le cas du Yémen, al-Ashtal (2012) soutient que les groupes de femmes utilisent des discours sur les droits humains, mais en même temps évitent d'être féministes dans leur approche. Plus généralement, la collection de données d'Arenfeldt et Golley (2012) donne un aperçu de la mobilisation des femmes dans divers pays de la région. Étant donné que de nombreux grands donateurs sont actuellement particulièrement intéressés par les questions du mariage des enfants, de la violence sexiste et de l'encouragement de l'entrepreneuriat, il n'est pas surprenant que ces thèmes soient plus répandus parmi les ONG locales que les droits du travail et économiques en général.

En termes de soutien des donateurs, une organisation qui va à l'encontre de la tendance ci-dessus est l'OIT, qui a soutenu les ONG travaillant à l'intersection entre le genre et les alternatives aux approches néolibérales de l'économie. L'OIT a également un vif intérêt à étendre les modèles économiques coopératifs, qui sont moins hiérarchiques et plus socialement inclusifs dans leur approche de la prise de décision économique.

Alors que de nombreuses interventions mettent l'accent sur le traitement des symptômes, beaucoup moins se concentrent sur le traitement des problèmes structurels qui entraînent des cycles de violence et perpétuent la vulnérabilité économique des femmes, sans parler des conditions mondiales qui renforcent les inégalités. Cela est compréhensible jusqu'à une certaine mesure, étant donné que les problèmes structurels (les conflits armés, la pauvreté, l'inégalité mondiale, etc.) sont beaucoup plus difficiles à traiter. Certes, dans des circonstances aiguës, des interventions rapides pour protéger les femmes et les filles sont nécessaires. Cependant, il est crucial de trouver des moyens plus efficaces de combiner des stratégies qui soutiennent des solutions à court terme avec celles qui ont une vision à plus long terme de la façon de changer les normes en matière de genre.

Il existe un exemple de militants féministes qui ont choisi une approche à plus long terme pour changer les normes en matière de genre. Il s'agit d'un projet en Jordanie centré sur les préjugés sexistes dans les programmes scolaires en faisant pression pour des réformes des manuels scolaires. Il y a deux points importants à souligner à propos de cette initiative. Premièrement, l'organisation, consciente du rôle que l'argent venant de l'extérieur peut avoir sur les priorités changeantes, a refusé d'accepter les fonds des donateurs. Deuxièmement, bien que cette initiative ne cible pas directement l'autonomisation des femmes, les efforts pour changer les stéréotypes dans les manuels scolaires sont une stratégie qui, à long terme, pourrait avoir un effet considérable sur la façon dont les hommes et les femmes perçoivent les rôles féminins. Cela pourrait, à son tour, conduire à des changements sociétaux à plusieurs niveaux.

## CONCLUSION

A quoi ressemblerait une stratégie économique féministe pour la région MENA ? D'une part, une telle stratégie devrait prendre en considération l'aspect unique de la région, y compris les formes spécifiques du néolibéralisme, façonnées par différentes compréhensions du contrat social dans la région MENA, l'héritage du Syndrome Hollandais et l'impact généralisé des conflits armés. Toute stratégie devrait également prendre en compte la diversité de la région ainsi que certains modèles communs. Une tendance distinctive dans la région MENA a été l'augmentation plus lente que la moyenne de la participation au marché du travail dans le contexte des réformes néolibérales. Les féministes soutiennent que, bien que l'augmentation de la participation au marché du travail soit un signe d'autonomisation accrue pour certaines femmes, une approche nuancée de l'emploi rémunéré est nécessaire qui identifierait les conditions qui conduisent à l'autonomisation de l'emploi des femmes et envisagerait également des moyens de reconnaître et de soutenir le travail non rémunéré des femmes, ainsi que de s'assurer que des institutions sont en place pour assurer le bien-être des femmes en général. Compte tenu des réalités de la région, une double stratégie consistant à mieux soutenir les femmes qui aspirent à occuper un emploi rémunéré tout en soutenant également celles qui, pour diverses raisons, ne peuvent ou ne veulent pas travailler, est indispensable. Les raisons de ne pas s'engager dans un emploi rémunéré peuvent inclure le respect des normes traditionnelles, des charges élevées de travail non rémunéré, un manque de préparation au marché du travail (par exemple, l'éducation, la formation), ainsi que divers handicaps. L'âge est certainement aussi un facteur important dans ce contexte, car il existe des preuves que les femmes plus jeunes ont des attentes différentes de celles de leur mère. En tant que tel, un élément clé de toute stratégie devrait bien sûr aider les jeunes femmes à participer à un emploi rémunéré. Cela impliquerait de veiller à ce que des institutions adéquates de congé de maternité et de garde d'enfants soient en place, que les employeurs du secteur privé, en particulier, soutiennent davantage les femmes, mais aussi que des opportunités dans le secteur public soient disponibles pour les femmes. Il est également essentiel de soutenir les structures institutionnelles qui encouragent des lieux de travail plus équitables et moins hiérarchiques/exploitants. Les coopératives sont une méthode pour y parvenir, mais il est également essentiel d'encourager les entreprises à but lucratif qui adoptent la responsabilité sociale des entreprises (un domaine en croissance dans la région MENA) à donner la priorité à l'égalité des genres. Les travaux de Karam et

Jamali (2013) peuvent être particulièrement instructifs à cet égard.

Faire plus d'efforts pour soutenir les femmes qui travaillent ou qui souhaitent travailler est, sans aucun doute, essentiel pour toute stratégie féministe. Toutefois, il est également important d'admettre que dans un avenir prévisible, les taux de participation des femmes au marché du travail sont susceptibles de rester inférieurs à 50 pourcent et il faudra donc faire beaucoup plus pour s'assurer que le travail non rémunéré important que les femmes effectuent déjà soit plus reconnu et soutenu. De nombreux chercheurs ont plaidé pour des changements de politique afin de remédier aux différences entre les genres dans le travail non rémunéré. Elson (2016) a suggéré une approche impliquant trois R (reconnaissance, redistribution et réduction), et Olmsted (2019) a développé cette idée, faisant valoir la nécessité de deux R supplémentaires (récompense et renforcement). La reconnaissance implique de reconnaître l'importance du travail non rémunéré pour le fonctionnement des économies. Pour y parvenir, les données sur les budgets-temps sont essentielles et contribueraient à rendre le travail non rémunéré plus visible pour les décideurs (un certain nombre de pays dans le monde ont créé des comptes satellites du revenu national qui incluent le travail non rémunéré, par exemple). Une redistribution des charges de travail non rémunéré peut être réalisée à la fois en encourageant les autres membres de la famille à assumer une plus grande part de la charge et en développant des institutions pour remplacer le travail domestique non rémunéré. De toute évidence, alors que les femmes sont encouragées à accéder à un emploi rémunéré, des efforts doivent être faits pour changer les normes en matière de genre et développer de meilleures structures de prise en charge, en se concentrant non seulement sur la garde des enfants, mais également sur d'autres formes de prise en charge des personnes dépendantes. Ceci est particulièrement important étant donné que les sociétés Arabes vieillissent et compte tenu de l'histoire des conflits armés dans la région, qui a conduit à des taux d'invalidité plus élevés.

Le concept de renforcement implique la reconnaissance du fait que certaines tâches effectuées par les femmes ne peuvent être redistribuées et que les femmes elles-mêmes pourraient ne pas vouloir trouver des substituts. L'allaitement (pour celles qui choisissent de le faire) en est l'exemple le plus évident. Ici encore, le soutien

institutionnel est nécessaire sous la forme d'un meilleur congé de maternité ainsi qu'une sensibilisation des employeurs à la nécessité de meilleures installations de travail pour les femmes qui choisissent cette option.

Le R le plus intéressant, mais aussi le plus controversé est la récompense. Les féministes sont divisées sur la question de savoir si les femmes devraient être rémunérées pour leur travail non rémunéré. Certains soutiennent que cela ne fait que renforcer les normes existantes en matière de genre, tandis que d'autres soulignent qu'étant donné l'importance du travail de soins pour le bien-être intergénérationnel et les réalités actuelles en matière de répartition du travail rémunéré et non rémunéré, cette option ne devrait pas être exclue. Il existe déjà un exemple précédent dans la région pour cela, car l'Iran, s'inspirant des principes islamiques, le reconnaît en remboursant aux femmes leur travail non rémunéré en cas de divorce (Musawah 2018). Étant donné qu'à l'heure actuelle, les taux de participation des femmes au marché du travail dans la région MENA sont en moyenne de 20 pourcent, une stratégie à plusieurs volets qui repousse les frontières entre les genres tout en reconnaissant les réalités économiques est cruciale.

Alors que les éléments susmentionnés sont des stratégies pour aborder l'autonomisation des femmes en mettant l'accent sur le travail rémunéré et non rémunéré à la fois, il est également intéressant de noter que la région est gravement sous-étudiée quand il s'agit de questions impliquant le bien-être en matière de genre. Les données sont toujours un problème grave parce que les gouvernements n'ont pas donné la priorité aux divers types de collecte de données, soit parce qu'ils considèrent les dépenses publiques dans d'autres domaines plus importantes (c'est surtout le cas quand il s'agit des données sur les budgets-temps), soit parce qu'ils manquent d'infrastructure pour le faire (en particulier les pays pauvres déchirés par les guerres). Un problème supplémentaire est que les données sont considérées un sujet très sensible politiquement et par conséquent, même quand certains pays ont rassemblé les données pertinentes, ils interdisent parfois les chercheurs d'y avoir accès.

Même dans les contextes où les données sont disponibles, il existe un manque frappant des analyses de base sur les modèles de participation au marché du travail, les salaires et la ségrégation professionnelle. Par conséquent, on a très peu d'informations sur les conditions du marché du travail auxquelles les femmes sont confrontées dans les pays de la région MENA. Étant donné que même une compréhension de base des conditions du marché du travail est absente, il va sans dire qu'il existe également un manque d'analyses plus nuancées de l'impact des divers changements politiques associés au néolibéralisme. Sans cette analyse, il est difficile de défendre les changements qui pourraient

avoir un impact positif sur les femmes, par exemple, les changements pertinents à la structure du réseau de sécurité sociale et aux écarts salariaux et aux autres inégalités sur le marché du travail. En gardant cela à l'esprit, combler les principales lacunes en matière de recherches essentielles est une étape importante pour résoudre le problème des inégalités entre les genres. D'autres lacunes dans les connaissances sont liées à l'état des services de garde d'enfants et aux besoins dans la région.

Il existe un changement positif lié à la recherche c'est l'intérêt accru pour les questions de genre dans le processus budgétaire. A ce jour, cette budgétisation a été réalisée par des organisations nationales de femmes avec le soutien d'entités intergouvernementales (par exemple, l'ONU), ainsi que, dans certains cas, des gouvernements nationaux. La continuation à soutenir ce domaine de travail est une valeur importante car non seulement cela peut fournir une analyse quantitative des dépenses publiques en mettant l'accent sur l'amélioration des résultats en matière de genre, mais cela peut également exercer une pression politique pour recueillir de meilleures statistiques catégorisées en matière de genre.

Beaucoup plus de travail a été fait sur la documentation des cadres juridiques et des droits des femmes dans divers pays de la région MENA. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour relier ces études à des données concrètes et réelles afin de déterminer les changements juridiques à privilégier.

Bien que les connaissances soient essentielles pour une plaidoirie efficace, certaines conclusions d'autres régions sont également susceptibles d'être pertinentes pour la région MENA. Il n'est donc pas nécessaire d'attendre la fin des recherches pour commencer à plaider en faveur de divers changements. Les politiques de congé parental, les services subventionnés de haute qualité de garde d'enfants et d'autres politiques qui soutiennent les parents qui travaillent, par exemple, sont des étapes importantes pour relever certains des défis du travail non rémunéré auxquels sont confrontées les femmes. Tout cela peut être préconisé même en l'absence d'analyses détaillées de la situation locale.

Sur le sujet des cadres juridiques, la plaidoirie peut certainement déjà commencer à s'attaquer aux préjugés juridiques, même en l'absence de liens avec les réalités concrètes. Un autre objectif important pourra porter à aider les communautés à explorer des alternatives aux solutions néolibérales axées sur le marché à divers problèmes économiques. Il est clair, par exemple, que le secteur privé n'a pas particulièrement soutenu les femmes qui travaillent dans la région ou ailleurs. Cela pris en compte, des organisations telles que l'OIT encouragent de plus en plus le développement de coopératives, qui

sont généralement des institutions moins hiérarchisées et donc moins exploitantes soutenant diverses activités économiques.

Il est également essentiel de renforcer la capacité des universités locales. Veiller à ce que les femmes et les hommes soient formés pour analyser les conditions économiques locales à travers une optique axée sur le genre nécessite une formation sur diverses compétences théoriques et quantitatives. Des professionnels mieux formés peuvent contribuer à la fois au plaidoyer et à la recherche. Parallèlement, il est nécessaire de développer la capacité des ONG locales intéressées à travailler davantage sur les droits économiques.

Il est clair que les jeunes générations de femmes de la région MENA ont des attentes différentes de celles de leurs mères. Elles s'intéressent plus à s'engager dans un emploi rémunéré en soi et sont enthousiastes à avoir accès à un plus large choix de professions. En même temps, elles pourront être frustrées par le manque d'opportunités en matière d'éducation dans la région et elles sont certainement frustrées par le manque d'opportunités en termes d'emplois.

Enfin, davantage de recherches sont nécessaires pour évaluer les avantages et les inconvénients d'encourager les femmes à devenir entrepreneurs, en tenant compte à la fois des implications en matière de classe et de l'impact macroéconomique. D'une part, donner aux femmes les moyens d'être entrepreneures a clairement une certaine valeur, sachant que les femmes entrepreneures sont confrontées à diverses formes de discrimination fondée sur le genre, allant du harcèlement sexuel aux difficultés d'accès au crédit et à l'établissement de réseaux, en passant par le problème plus général de l'entrée dans les industries à prédominance masculine et ont donc besoin d'un solide soutien institutionnel. D'un autre côté, l'entrepreneuriat peut être l'approche néolibérale ultime pour lutter contre la pauvreté, plaçant des risques qui devraient être supportés par les sociétés sur ceux qui ont des ressources limitées et qui sont déjà dans une position précaire. Il est donc essentiel que des politiques soient élaborées pour soutenir les femmes qui ont les ressources et les talents pour devenir des entrepreneurs prospères, tout en garantissant également que celles qui sont moins capables de faire face aux risques soient adéquatement protégées des difficultés économiques.



# BIBLIOGRAPHIE

Alkema, Leontine, Fengqing Chao, Danzhen You, Jon Pedersen, and Cheryl C Sawyer (2014): National, regional, and global sex ratios of infant, child, and under-5 mortality and identification of countries with outlying ratios: a systematic assessment, in: *The Lancet*. 2: e521-30.

Al-Ashtal, Amel Nejjib (2012): A Long, Quiet, and Steady Struggle: The Women's Movement in Yemen, in: Pernille Arenfeldt/Nawar Al-Hassan Golley (eds): *Mapping Arab Women's Movements: A Century of Transformations from Within*. Cairo: American University in Cairo Press: 197-252. JSTOR: [www.jstor.org/stable/j.ctt15m7hb5](http://www.jstor.org/stable/j.ctt15m7hb5).

Arenfeldt, Pernille and Golley, Nawar Al-Hassan (eds) (2012): *Mapping Arab Women's Movements: A Century of Transformations from Within*. Cairo: American University in Cairo Press. JSTOR: [www.jstor.org/stable/j.ctt15m7hb5](http://www.jstor.org/stable/j.ctt15m7hb5).

Beneria, Lourdes, Berik, Günseli, and Floro, Maria (2016): *Gender, development, and globalisation: economics as if all people mattered* (second edition). London and New York: Routledge.

Better Work (2016): *Nurseries in the workplace: a boost to Jordanian women employment*; available at: <https://betterwork.org/jordan/?p=1414> (last accessed on 18.12.2019).

El Awady, Mehrinaz (2018): Parental Policies: A Catalyst for Gender Equality in the Arab Region, in: *Al-Raida*, Vol. 42, Issue 2; available at: <http://alraidajournal.com/index.php/ALRJ/article/view/1740/html> (last accessed on 18.12.2019).

El-Hamidi, *Fatma* and Said, Mona (2014): Gender-Based Wage and Occupational Inequality in the New Millennium in Egypt, in: *Journal of Developing Areas*, 2014, Vol. 48, Issue 1: 21-41.

Elson, Diane (2016): *Equity and Development: Through a Gender Lens* (presentation); available at: [http://ase.tufts.edu/gdae/about\\_us/leontief/LeontiefLecture\\_Elson.pdf](http://ase.tufts.edu/gdae/about_us/leontief/LeontiefLecture_Elson.pdf) (last accessed on 7.3.2018).

Faour, Basma, Hajjar, Youssef, Bibi, Ghanem, Chehab, Maysoun, and Zaazaa, Rima (Arab Resource Collective) (2006): *Comparative, regional analysis of ECCE in four Arab countries (Lebanon, Jordan, Syria, and Sudan)*; available at: <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000147440> (last accessed on 19.12.2019).

Golley, Nawar Al Hassan (2015): Consortium of Gender and Women's Studies in the Arab Region, in: *Journal of Middle East Women's Studies* 11 (1): 136-137.

International Labor Organization (ILO) (2011/2012): Transforming the World of Work for Gender Equality in the Arab Region, in: *Al-Raida* Issue 135-136-137, Fall/Winter/Spring; available at: <http://alraidajournal.com/index.php/ALRJ/issue/view/2> (last accessed on 18.12.2019).

ILO (2016): *Women at Work: Trends 2016*; available at: [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/dgreports/-/dcomm/-/publ/documents/publication/wcms\\_457317.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/dgreports/-/dcomm/-/publ/documents/publication/wcms_457317.pdf) (last accessed on 18.12.2019).

Institute for Economics & Peace. Global Peace Index 2018: *Measuring Peace in a Complex World*. Sydney; available at: <http://visionofhumanity.org/reports> (last accessed on 19.1.2020).

IRIN (2014): Yemen fuel subsidy cut drives poorest deeper into poverty, in *The Guardian*, (26.08.2014); available at: <https://www.theguardian.com/global-development/2014/aug/26/yemen-fuel-subsidy-cut-drives-poorest-poverty> (last accessed on 18.12.2019).

Kabeer, Naila (2011): *Contextualising the Economic Pathways of Women's Empowerment: Findings from a Multi-Country Research Programme*. Pathways Policy; available at: <http://www.lse.ac.uk/gender/assets/documents/research/choice-constraints-and-the-gender-dynamics-of-lab/Contextualising-the-EconomicPathways-of-WomensEmpowerment.pdf> (last accessed on 19.1. 2020).

Karam, Charlotte M. and Jamali, Dima (2013): Gendering CSR in the Arab Middle East: An Institutional Perspective, in: *Business Ethics Quarterly* 23:1 (January 2013); ISSN 1052-150X: 31-68.

Khalfalla, Limiaa Abdelghafar and Musa Ahmed, Elsadig (2017): Privatisation Policies Effects on Sudanese Women's Economic Position, in: *International Journal of Economic Management and Science* 6: 425. doi: 10.4172/2162-6359.1000425.

KIP Index Project (nd): <https://www.aub.edu.lb/osb/news/Pages/MEPI-.aspx> (last accessed on 24.2.2020).

Kolovich, Lisa and Shibuya, Sakina (2016): *Middle East and Central Asia: A Survey of Gender Budgeting Efforts*, IMF Working paper; available at: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2016/wp16151.pdf> (last accessed on 19.1.2020).

Jad, Islah (2007): The NGO-ization of Arab Women's Movements, in *Feminisms in Development Contradictions, Contestations and Challenges*, in: *Feminisms In Development: Contradictions, Contestations And Challenges* in Andrea Cornwall/Elizabeth Harrison/ Ann Whitehead (eds): London Zed Press.

Lockhart, Dorsey, Barker, Katrina, and Alhajahmad, Shaddin (2018): *Syrian Refugee Women and the Workforce in 2017*. West Asia-North Africa Institute, Amman: WANA Institute.

Mansuy, Michèle and Werquin, Patrick (2015): Labour market entry in Tunisia: The gender gap, in: *Work4Youth Publication Series No. 31*; available at: [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/ed\\_emp/documents/publication/wcms\\_440855.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/-/ed_emp/documents/publication/wcms_440855.pdf) (last accessed on 18.12. 2019).

Musawah (2018): *Who Provides, Who Cares? Changing Dynamics in Muslim Families. Musawah, Malaysia*; available at: [https://www.musawah.org/wp-content/uploads/2018/11/WhoProvidesWhoCares\\_En.pdf](https://www.musawah.org/wp-content/uploads/2018/11/WhoProvidesWhoCares_En.pdf) (last accessed on 19.1. 2020).

Olmsted, Jennifer (2007): 'Globalization' Denied: Gender and Poverty in Iraq and Palestine, in: Amalia Cabezas/Ellen Reese/Marguerite Waller (eds): *The Wages of Empire: Neoliberal Policies, Armed Repression, and Women's Poverty*. Boulder, Colorado: Paradigm: 178-233.

Olmsted, Jennifer (2010): Is Paid Work The (Only) Answer? Neoliberalism, Arab Women's Well-Being, and the Social Contract, in: *Journal of Middle East Women's Studies*, 2(1): 112-139, Translated into Arabic and reprinted as: Hal al-`Amal al-Majur Huwa al-`Ijaba (al-Wahida)? Al-Libraliyya al-Jadida, Rafah al-Mar'at al-`Arabiyya wa al-`Aqd al-Ijtima'i, in: *Nahw Dirasat al-Nuw` fi al-`Ulum al-Siyyasiyya* (Gender and Political Science Reader). Cairo: al-Mar'at wa al-Thakira.

Olmsted, Jennifer (2011): *Gender and Globalization: The Iranian Experience*, in: R. Bahramitash/H. Esfahani (eds): *Globalization, Islamism and Women in Iran*. Syracuse U. Press.

Olmsted, Jennifer (2019): *Care Labor, Intergenerational Equity, and (Social) Sustainability*, working paper.

Queen Rania Foundation (QRF) (2015): *QRF National Early Childhood Development Survey*; available at: [https://www.qrf.org/sites/default/files/2019-05/eecd\\_study\\_methodology\\_en.pdf](https://www.qrf.org/sites/default/files/2019-05/eecd_study_methodology_en.pdf) (last accessed on 20.3.2020).

Said, Mona (2015): Wages and Inequality in the Egyptian Labor Market in an Era of Financial Crisis and Revolution, in: Ragui Assaad/Carolyn Kraft (eds): *The Egyptian Labor Market in an Era of Revolution*. Oxford.

Tadros, Mariz and Habib, Akram (2015): Mapping of Gender Graduate Programmes in the Arab World: Best Practices and Lessons Learnt, UN Women; available at: <https://spring-forward.unwomen.org/en/-/documents/sitecore/content/documents/2015/10/04/13/51/mapping%20of%20gender%20graduate%20programmes%20in%20the%20arab%20world%20best%20practices%20and%20lessons%20learnt> (last accessed on 20.3.2020).

UNIDO (2019): *Promoting Women Empowerment for Inclusive and Sustainable Industrial Development in the Middle East and North Africa region*, UNIDO Technical Paper; available at: [https://www.unido.org/sites/default/files/files/2019-02/MENA\\_REPORT\\_EN.pdf](https://www.unido.org/sites/default/files/files/2019-02/MENA_REPORT_EN.pdf) (last accessed on 14.12.2019).

World Bank (nd): <https://data.worldbank.org/indicator/SP.HOU.FEMA.ZS> (last accessed on 24.2.2020).

World Bank (2008): *The Environment for Women's Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Region*; available at: <http://documents.worldbank.org/curated/en/572471468110060221/The-environment-for-womens-entrepreneurship-in-the-Middle-East-and-North-Africa-region> (last accessed on 14.12.2019).

**FRIEDRICH  
EBERT**   
**STIFTUNG**

النسوية  
السياسية  
POLITICAL FEMINISM

[www.fes-mena.org/topics/political-feminism](http://www.fes-mena.org/topics/political-feminism)